



jti CERTIFIÉ

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

BNA BUREAU NATIONAL D'ACCREDITATION

JOURNAL DES ENTREPRENEURS

ECO & FINANCES

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES
Afrique de l'Ouest



3^e SOMMET DE LUANDA SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE

L'appel de Faure Gnassingbé à la mobilisation du capital africain

Page 3

SOUTENIR LES PME ET LES PMI



La BIDC approuve une ligne de crédit de 40 millions USD en faveur de Vista Gui

P.4

20ÈME FIL



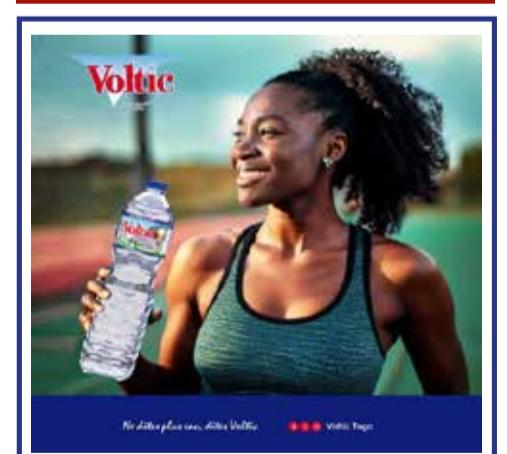
Kossi TENOU s'assure du bon déroulement des préparatifs

P.2

ELECTRICITÉ

Le Cameroun se donne 5 ans pour développer 10 nouveaux projets de petite hydroélectricité de 25 MW

P.6



CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866
Coût de l'appel : 20 FCFA.

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | **INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE ***

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

www.canalbox.tg

20ème FIL

Kossi TENOU s'assure du bon déroulement des préparatifs

Echanger avec l'administration du CETEF et apprécier le bon déroulement des préparatifs de la 20ème FIL, c'est l'objectif visé par une visite effectuée par le ministre Délégué chargé du commerce et du contrôle de la qualité Kossi TENOU, le lundi 27 octobre 2025, sur le site du Centre togolais des expositions et foires (CETEF) de Lomé Togo 2000 qui abritera la 20ème édition de la Foire Internationale de Lomé.

Yves ATCHANOUVI

Cette année, la 20ème FIL coïncide avec les 40 ans d'existence de la FIL. Pour marquer une étape symbolique dans l'histoire de cet événement, le Gouvernement mise sur l'organisation et les infrastructures d'accueil. La visite du Ministre chargé du commerce vise donc à s'assurer de la disponibilité des infrastructures nécessaires et de meilleures conditions d'organisation en vue de réserver un accueil

confortable aussi bien aux exposants qu'aux visiteurs tout au long de l'évènement. A cet effet, le Ministre et sa délégation ont eu droit à une visite guidée des pavillons d'exposition, des installations techniques et des espaces d'accueil du public. Ce tour a permis au Ministre de découvrir et d'apprécier que les préparatifs avancement normalement et assurément afin de permettre au CETEF de mieux se parer aux couleurs de la 20ème FIL et d'abriter sans soucis l'évènement.

« Cette édition spéciale se veut un indice de maturité et de crédibilité pour le CETEF mais aussi pour le Togo. Nous sommes confiants que les préparatifs avancent normalement et assurément », a conclu le ministre. Au cours de la visite, le Ministre s'est particulièrement intéressé aux dispositifs de sécurité, d'hygiène et d'accès au site. Après la visite, il a eu également une séance avec le personnel du CETEF. Une occasion pour lui d'échanger et de motiver le personnel à



s'impliquer davantage dans les travaux préparatifs afin de garantir une meilleure organisation à cette 20ème édition. Soulignons qu'à l'occasion de cet anniversaire, le CETEF a introduit plusieurs innovations notamment la digitalisation de l'ensemble des procédures liées à l'événement, tant pour

les exposants que pour les visiteurs à travers la plateforme numérique, baptisée e-FIL, accessible via le site www.e-fil.cetef.tg. Avec toutes ces initiatives, le CETEF projette battre le record des 704.000 visiteurs enregistrés au cours de la FIL 2024.

COEUR REINS FOIE

Teucare

Un produit Bio à titre préventif et curatif, pour personne bien portante ou malade : enfant, jeune et adulte pour une santé adéquate et sans effets secondaires. Redonne vie au cœur, aux reins et au foie.

COEUR

Palpitations anormales du cœur,
Douleurs au cœur et à la poitrine,
Essoufflement et fatigue,
Vertiges ...

REINS

Insuffisance rénale,
Calcul rénal,
Essoufflement et fatigue...

FOIE

Maladies hépatiques,
Un sommeil réparateur ,
Cirrhose du foie ...



(+228) 92 10 48 73



Tevcare

Directeur de publicationKomlan KPATIDE
00228 90 05 05 08**Rédacteur en Chef**Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83**Rédacteurs**Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE**Direction Commerciale**

00228 97 25 84 84

GraphisteStan AZIATO
91 77 02 74**Imprimerie**

ECO & FINANCES

Tirage: 3000

3^e Sommet de Luanda sur le financement des infrastructures en Afrique

L'appel de Faure Gnassingbé à la mobilisation du capital africain

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a pris part ce 28 octobre 2025 aux travaux du 3^e Sommet de Luanda sur le financement des infrastructures en Afrique à Luanda en Angola. Le Président du Conseil a partagé avec ses homologues et les investisseurs quatre idées fondamentales.

Placé sous le thème « Capitaux, corridors, commerce : investir dans les infrastructures pour la ZLECAF et la prospérité partagée », ce sommet a permis aux dirigeants africains d'examiner les opportunités d'investissement stratégiques alignées sur le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et le Plan directeur de l'Union africaine pour la connectivité régionale et continentale.

Pour transformer ces ambitions en investissements réels, le Président du Conseil a partagé avec ses homologues et les investisseurs quatre idées fondamentales.

Mobilisation du capital africain : la clé de la souveraineté économique

L'appel à la mobilisation du capital africain a été au cœur de son discours. Selon le Président du Conseil, Champion du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA), l'Afrique dispose déjà de ressources financières considérables, mais celles-ci restent trop souvent investies hors du continent. Pour inverser la tendance, il a plaidé pour la création des mécanismes capables de canaliser ces ressources africaines vers nos infrastructures régionales, industrielles et énergétiques.

« Notre continent dispose de ressources financières considérables. Elles sont dans nos fonds de pension, nos fonds souverains, nos compagnies d'assurance et notre épargne domestique. Mais une grande partie de ce capital reste peu investie ou investie hors d'Afrique et souvent dans des actifs à faible impact productif.

Nous devons inverser cette logique. Il est temps de créer les mécanismes capables de canaliser ces ressources africaines vers nos infrastructures régionales, industrielles et énergétiques ».

La matérialisation de ces ambitions passe aussi par la mise en place d'une ingénierie financière plus audacieuse, notamment des plateformes de co-investissement public-privé, des véhicules régionaux d'investissement et des garanties africaines de crédit capables de rassurer les investisseurs institutionnels, a souligné le Président du Conseil.

Cela suppose également le changement de paradigme au niveau des banques et établissements financiers, la valorisation des ressources, le seul moyen pour affirmer la souveraineté économique du continent.

« Nos banques nationales de développement doivent être consolidées, nos marchés de capitaux dynamisés et nos partenariats mieux ciblés. Les institutions africaines ont ici un rôle clé, celui de mutualiser les risques, d'agrégner les financements et de donner confiance, car le financement de nos infrastructures ne viendra pas uniquement de l'aide extérieure. Il repose aussi sur notre capacité à valoriser nos propres ressources pour bâtir l'Afrique que nous voulons ».

Faire des corridors intégrés, les artères du commerce intra-africain

Le Président du Conseil s'est appesanti sur le rôle stratégique des corridors économiques à savoir routes, rails, ports, réseaux énergétiques et numériques



dans l'intégration régionale. Il a insisté sur la nécessité de faire des infrastructures de véritables vecteurs de la compétitivité africaine, au-delà de simples ouvrages physiques.

Le Président Faure Gnassingbé a partagé à cet effet, l'expérience du Togo en matière de construction de corridor qui illustre une approche territorialisée du développement, où les infrastructures favorisent la création de chaînes de valeur locales et régionales.

« Lorsqu'un corridor fonctionne, les coûts logistiques s'effondrent, le temps de transit diminue. C'est ainsi que des pays enclavés deviennent de vraies plateformes d'échange » a précisé le Président du Conseil.

Ce rôle vital des corridors dans l'intégration sous-régionale, passe avant tout par l'harmonisation douanière, la digitalisation, la fluidité réglementaire et la gouvernance commune, et bien d'autres réformes communautaires pour transformer la géographie du commerce africain en donnant aux différents ports de la sous-région, un rôle de connecteurs de valeurs.

Faire de la ZLECAF un espace économique réel

Evoquant la Zone de libre-échange continentale

de la ZLECAF un moteur d'industrialisation, d'emploi et de compétitivité.

Construire des infrastructures durables et inclusives

Le Président du Conseil a surtout insisté sur la qualité et la durabilité des infrastructures africaines. Elles doivent être résilientes face aux chocs climatiques, intégrer les énergies propres et être gérées avec transparence et profiter à tous, en particulier aux jeunes, aux femmes et aux entrepreneurs. « Construire, c'est bien. Mais construire mieux, est essentiel. Nos infrastructures doivent être durables, résilientes et bien entretenues. Elles vont devoir résister aux chocs climatiques, intégrer les énergies propres et soutenir la transition verte du continent. Elles doivent aussi être gouvernées avec rigueur. »

Le Président du Conseil a rappelé que l'Afrique ne manque ni d'idées ni de volonté, mais qu'elle doit désormais coordonner ses actions, mutualiser ses moyens et renforcer la confiance entre les États. Il a réitéré l'engagement du Togo à contribuer à cette ambition commune.

Le troisième Sommet de Luanda sur le financement des infrastructures en Afrique s'impose ainsi comme un tournant décisif pour une Afrique capable de financer elle-même son intégration et sa prospérité, en plaçant les populations au cœur de chaque infrastructure et de chaque politique de développement.

Les travaux ont été meublés de déclarations et de panels sectoriels de haut niveau portant sur l'énergie, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, les transports ainsi que la mobilisation des capitaux nationaux.

Avec la Présidence du Conseil

Soutenir les PME et les PMI

La BIDC approuve une ligne de crédit de 40 millions USD en faveur de Vista Gui

Afin d'étendre le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de renforcer les activités commerciales, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a approuvé une ligne de crédit de 40 millions USD à Vista Gui.

Patience SALLAH

L'accord de financement a été officialisé lors d'une cérémonie de signature qui s'est tenue le lundi 27 octobre 2025.

Cette facilité s'inscrit dans le cadre des initiatives plus larges de la BIDC visant à catalyser la croissance tirée par le secteur privé dans toute la région de la CEDEAO grâce à un soutien ciblé aux Institutions Financières Nationales (IFN).

Le Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration, Dr George

Agyekum Donkor, a, lors de la cérémonie de signature, réaffirmé l'engagement de la Banque en faveur d'un développement inclusif et durable grâce à l'autonomisation du secteur privé.

« L'investissement dans le secteur privé est un outil important pour lutter contre le défi du chômage des jeunes auquel est confrontée la sous-région » a-t-il souligné.

Par ailleurs, le Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration, Dr George Agyekum Donkor, a déclaré que « Cette facilité

souligne la détermination de la BIDC à élargir l'accès au financement pour les PME et les PMI, qui sont le pilier de nos économies, emploient la majorité de la main-d'œuvre et contribuent à la chaîne de valeur régionale ».

Vista Gui s'est félicitée de ce partenariat, soulignant son effet catalyseur sur la trajectoire de croissance de l'institution et son service à l'économie réelle en Guinée. La banque a réitéré son engagement à déployer les fonds de manière efficace et transparente, en garantissant des résultats mesurables en matière d'expansion des PME, de création d'emplois et de facilitation des échanges commerciaux. M. Kpakpovi Koffi Goeh-Akue, Administrateur Directeur Général de Vista Gui SA, a exprimé sa gratitude à



la BIDC pour son soutien indéfectible et a réaffirmé l'engagement de la banque à utiliser cette facilité de manière à avoir un impact significatif.

Grâce à cette nouvelle ligne de crédit, la BIDC renforce son rôle de partenaire de développement de confiance

du secteur financier en Afrique de l'Ouest, en proposant des solutions innovantes et adaptées au marché, qui répondent aux contraintes pesant sur la croissance du secteur privé.

Togo-Malaisie

Un partenariat prometteur axé sur la filière de l'huile de palme

La Malaisie, deuxième producteur mondial d'huile de palme, se tourne vers le Togo pour élargir sa coopération commerciale autour de ce produit stratégique. Lors d'une rencontre récente à Lomé, une délégation de la représentation diplomatique malaisienne a exploré les contours d'un partenariat potentiel avec la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo). Ce dialogue ouvre la voie à des collaborations fructueuses sur le plan économique, avec un accent particulier sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Anissatou AFFO

Kuala Lumpur envisage non seulement de renforcer les relations bilatérales, mais également de soutenir le Togo dans sa quête de relance de la production locale d'huile de palme. Ce produit, qui a un fort potentiel agro-industriel, pourrait devenir un levier crucial pour stimuler l'économie togolaise. Les échanges entre les deux parties ont ainsi mis en lumière les opportunités d'investissement et d'affaires qui existent actuellement au Togo, notamment dans le secteur agricole.

Dans une démarche proactive, la diplomatie malaisienne a annoncé l'organisation d'une visite de terrain à Lomé pour des opérateurs économiques malaisiens. Cette visite, qui inclura des rencontres à la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), vise à donner aux investisseurs un aperçu direct des possibilités de développement et d'implantation au Togo.

Afin de structurer cette coopération, plusieurs initiatives sont à l'étude, telles qu'une Journée économique Togo-Malaisie. Ce type d'événement pourrait servir de vitrine pour

présenter les atouts du Togo aux entrepreneurs malaisiens et favoriser les missions économiques croisées. Ces rencontres devraient offrir un cadre propice aux opérateurs des deux pays pour explorer de nouvelles opportunités de partenariat et renforcer les investissements bilatéraux. Les relations commerciales entre la Malaisie et le Togo ont déjà connu une progression notable, avec une augmentation de 30 % en 2024. Ce nouveau cadre de coopération aspire à intensifier ces échanges, contribuant ainsi non seulement à la croissance économique des deux nations, mais aussi à la sécurité alimentaire du



Togo. En développant la filière d'huile de palme, le Togo pourrait non seulement améliorer son autonomie alimentaire mais également se positionner comme un acteur clé dans le secteur agro-industriel en Afrique de l'Ouest.

Le partenariat entre la Malaisie et le Togo autour de l'huile de palme représente une approche stratégique pour développer les échanges

économiques et renforcer la sécurité alimentaire dans le pays. Avec des initiatives concrètes en cours, les deux nations semblent prêtes à tirer parti de leurs atouts respectifs pour bâtir un avenir économique prospère. Le chemin est ainsi tracé pour une collaboration mutuellement bénéfique, promise à un bel avenir.

mardi 28 octobre 2025

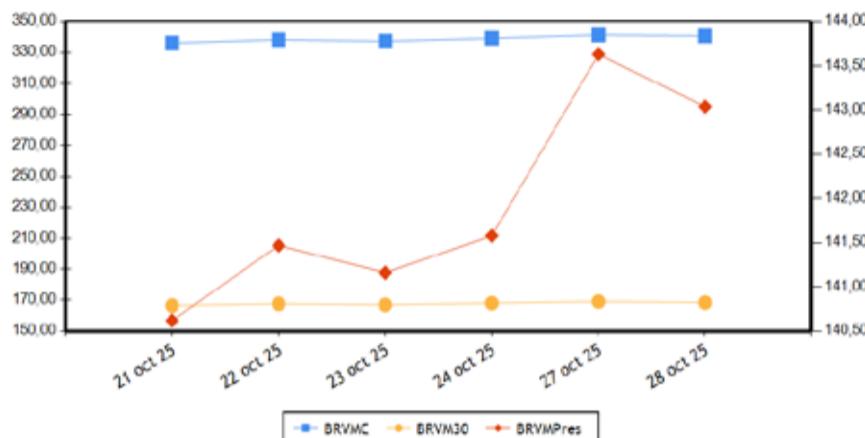
N° 204

BRVM COMPOSITE	340,93
Variation Jour	-0,19 % ⬇️
Variation annuelle	23,52 % ⬆️

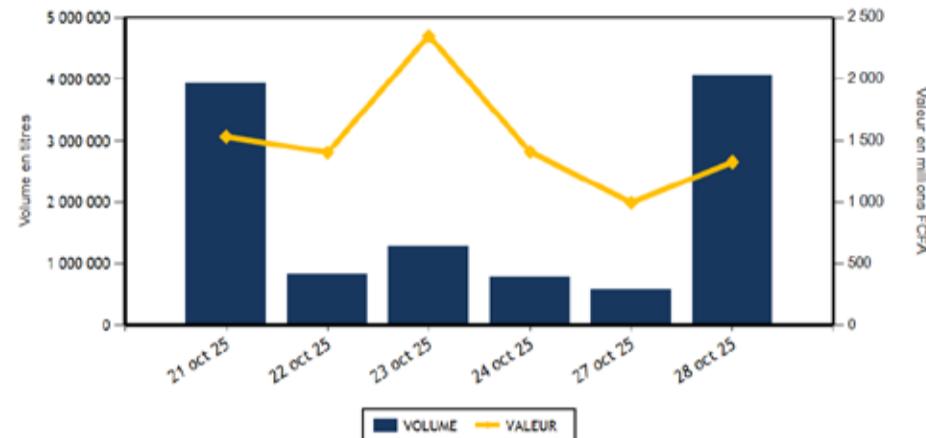
BRVM 30	168,42
Variation Jour	-0,41 % ⬇️
Variation annuelle	21,39 % ⬆️

BRVM PRESTIGE	143,04
Variation Jour	-0,41 % ⬇️
Variation annuelle	24,56 % ⬆️

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 144 642 166 802	-0,19 %
Volume échangé (Actions & Droits)	4 066 735	602,71 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 325 220 111	33,11 %
Nombre de titres transigés	46	2,22 %
Nombre de titres en hausse	18	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	18	20,00 %
Nombre de titres inchangés	10	66,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 920 774 946 985	0,11 %
Volume échangé	140	-52,22 %
Valeur transigée (FCFA)	1 239 303	-57,70 %
Nombre de titres transigés	9	80,00 %
Nombre de titres en hausse	5	400,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	4	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	20 000	7,50 %	208,88 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	2 170	7,43 %	261,67 %
SAFCA CI (SAFC)	3 415	7,39 %	374,31 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	720	2,86 %	-4,00 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 490	2,76 %	11,19 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	21	-4,55 %	31,25 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 795	-3,12 %	51,08 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	14 500	-2,03 %	-17,14 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 350	-1,67 %	-6,00 %
LOTERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	3 800	-1,55 %	-19,66 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	143,04	-0,41 %	24,56 %	51 929	593 745 020	10,85
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	209,74	0,46 %	51,86 %	4 014 806	731 475 091	18,21

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	218,47	1,34 %	86,15 %	40 924	125 730 240	9,85
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	740,32	-0,92 %	-3,10 %	24 220	353 872 705	10,03
BRVM - FINANCES	16	143,16	-0,40 %	40,70 %	3 909 166	517 168 001	9,23
BRVM - TRANSPORT	1	364,71	2,76 %	11,00 %	13 643	19 826 475	3,85
BRVM - AGRICULTURE	5	369,62	-0,26 %	87,56 %	30 881	175 940 725	11,89
BRVM - DISTRIBUTION	7	583,95	3,45 %	74,17 %	30 005	68 603 315	77,01
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	603,15	-1,13 %	-7,13 %	17 896	64 078 650	8,61

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	96,38	-0,91 %	-3,62 %	19 575	340 187 720	9,87
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	219,99	4,68 %	119,99 %	52 356	121 263 815	94,37
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	140,70	-0,40 %	40,70 %	3 909 166	517 168 001	9,23
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	193,64	1,04 %	93,64 %	35 161	251 422 230	10,97
BRVM - INDUSTRIELS	6	128,59	0,70 %	28,59 %	30 486	47 913 465	4,83
BRVM - ENERGIE	4	107,30	-0,57 %	7,30 %	15 346	33 579 895	13,09
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	112,53	-0,99 %	12,53 %	4 645	13 684 985	9,94

Electricité

Le Cameroun se donne 5 ans pour développer 10 nouveaux projets de petite hydroélectricité de 25 MW

(Investir au Cameroun) - A l'horizon 2030, le gouvernement camerounais s'engage à construire 10 nouvelles petites centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 25 MW, à raison de 2,5 MW pour chaque centrale. L'information est révélée dans le Compact énergie national, la feuille de route élaborée par le gouvernement camerounais et ses partenaires internationaux en vue du développement des infrastructures énergétiques durables.

Pour pouvoir atteindre cet objectif, le gouvernement camerounais projette, au cours de l'année 2026, d'élaborer et de faire adopter les documents de structuration du programme, et de mettre en place des incitations ou des subventions à l'investissement au profit des développeurs privés intéressés par le programme. Le lancement des premiers appels d'offres pour la sélection des entreprises intéressées par ces projets et la réalisation des études de faisabilité sont prévus au cours de l'année 2027, tandis que la signature des contrats commerciaux et la construction des ouvrages sont prévues sur la période 2028-2030, voire au-delà.

Les 10 petites centrales

hydroélectriques annoncées font partie d'un programme global de construction de 50 infrastructures de ce type sur le territoire camerounais. La toute première a été inaugurée le 14 avril 2022. Il s'agit de la petite centrale hydroélectrique de Mbakaou, dans la région de l'Adamaoua. Dotée d'une capacité de production de 2,4 MW extensibles à 4,8 MW, cette infrastructure a été construite par la société IED Invest Cameroun.

Des infrastructures moins coûteuses

Officiellement, cet ouvrage énergétique a coûté 4,5 milliards de FCFA, dont un prêt de 1,5 milliard de FCFA du banquier gabonais BGFI Bank. Lors de l'inauguration de la centrale de Mbakaou, le directeur général de la filiale

camerounaise de ce groupe bancaire a d'ailleurs annoncé les bonnes dispositions de l'établissement de crédit qu'il dirige à financer la construction des 49 infrastructures restantes. «

« Nous souhaitons construire les 49 autres pour résoudre la problématique de la fourniture en électricité », avait confié Abakal Mahamat, répondant au ministre de l'Eau et de l'Energie, Gaston Eloundou Essomba, qui venait de lancer un appel en direction des investisseurs.

Selon les experts des installations énergétiques, la « petite hydroélectricité » renvoie à des centrales hydroélectriques qui produisent une puissance inférieure à 10 mégawatts. Elles sont généralement construites dans des zones



où les cours d'eau présentent un débit important. Pour créer de l'électricité, elles s'appuient à la fois sur ce débit naturel et sur un dénivelé supplémentaire artificiellement créé par un barrage.

Le Cameroun jette son dévolu sur ce type d'infrastructures pour des raisons à la fois écologiques, économiques et sociales. Au plan écologique, la petite hydroélectricité permet de produire une énergie propre et stable, avec un impact environnemental limité par rapport aux grandes installations. Au

plan économique, en plus d'être moins coûteuses, et par conséquent susceptibles d'attirer plus d'investisseurs, ces centrales permettent de produire de l'énergie à des coûts avantageux en raison de la réduction des charges d'exploitation. Au plan social, les petites centrales hydroélectriques garantissent l'accès à l'électricité dans les zones isolées - 2800 nouveaux ménages connectés au réseau grâce à la petite centrale de Mabakou, par exemple - améliorent la qualité de vie et créent des emplois locaux.

Exploitation durable des ressources naturelles

Coordination stratégique et synergie renforcée

Sous la houlette de la ministre de la Planification et de la Prospective, Louise Pierrette Mvono, une séance de travail de haut niveau s'est tenue, le 23 octobre dernier, au ministère de l'Accès universel à l'eau et à l'énergie. Plusieurs membres du gouvernement y ont participé. Ceci dans le cadre d'une meilleure coordination entre la planification énergétique nationale et la stratégie de développement du secteur minier.

En vue de garantir une exploitation durable et optimale des ressources naturelles du Gabon, une réunion stratégique, entre plusieurs ministères sectoriels, initiée par la ministre de la Planification et de la Prospective, Louise Pierrette Mvono, a permis, le 23 octobre dernier, d'articuler la planification énergétique nationale avec la stratégie de développement du secteur minier.

Lors de cette réunion, le

ministre des Mines et des Ressources géologiques, Gilles Nembe, a livré une intervention marquante. Il a souligné l'importance des projets structurants en cours et les besoins énergétiques indispensables à leur réussite. Il a insisté sur le fait que « le développement du secteur minier est l'un des piliers essentiels de la politique de diversification économique prônée par Son Excellence Brice Clotaire Oligui Nguema, président de la République ».

Renforcer la synergie
Par ailleurs, le ministre de l'Accès universel à l'eau et à l'énergie, Philippe Tonangoye, ainsi que le ministre du Pétrole et du Gaz, Sosthène Nguema Nguema, ont présenté les enjeux énergétiques du pays, mettant en avant des propositions concrètes pour renforcer la coopération entre leurs secteurs et celui des mines. Les participants ont unanimement salué cette démarche concertée comme une illustration de la « vision



de bonne gouvernance et d'efficacité de l'action publique impulsée par le chef de l'État».

Pour assurer le suivi, des séances de travail techniques sont prévues dans les jours à venir. Elles permettront d'approfondir les échanges afin de définir une feuille

de route commune entre les ministères concernés afin de renforcer la synergie indispensable à l'essor économique et à la gestion durable des ressources gabonaises.

Gabonreview.com

Assemblée nationale

Komi Séлом Klassou, élu Président

Conformément aux dispositions des articles 14 et 15 du règlement intérieur de l'institution, les parlementaires togolais ont procédé, le mardi 28 octobre 2025, à l'élection du nouveau Président de l'Assemblée nationale et au renouvellement partiel du Bureau.

Le Professeur Komi Séлом Klassou, a été élu à l'unanimité des députés présents avec 109 voix, à l'issue d'un scrutin à main levée.

Ainsi, Komi Séлом Klassou, qui devient le quinzième président de l'Assemblée nationale togolaise succède à Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, Président sortant, pour la durée restante du mandat du bureau ouvert le 14 juin 2024.

Outre l'élection du Président de l'Assemblée nationale, cette session a également permis l'élection de quatre vice-présidents, conformément à la procédure édictée par les dispositions de l'article 14 du règlement intérieur.

Les députés élus sont : Première vice-présidente : Hadja Mémounatou Ibrahima

Deuxième vice-président : Gbalgueboa Kangbéri

Troisième vice-président : Saad Mohamed Ouro-Sama

Cinquième vice-président : Pawoumoudom Wella

Par ailleurs, conformément à la décision n° EL-1/25 du 25 octobre 2025 de la Cour constitutionnelle, quatorze (14) sièges de députés ont été déclarés vacants à la suite de situations d'incompatibilité ou de renonciation volontaire. Les suppléants désignés par la Cour ont été installés officiellement au cours de la séance, conformément à l'article 185 du code électoral.

Le président de séance leur a adressé ses félicitations et encouragements, en les invitant à servir la nation avec loyauté et dévouement. Il a en outre salué la transparence et la maturité



ayant marqué les élections, illustrant l'attachement de l'Assemblée nationale aux principes démocratiques et à la collégialité dans la conduite des affaires parlementaires.

À l'issue des votes, la cérémonie d'installation du nouveau président de l'Assemblée nationale a été ponctuée par les usages parlementaires traditionnels, notamment la remise du maillet, symbole de l'autorité législative.

Au nom de tous les membres du bureau élus et de l'ensemble des députés, le nouveau président de

l'institution parlementaire, a adressé ses sincères remerciements à ses collègues pour le choix porté sur sa modeste personne. Il a aussi exprimé sa gratitude à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil, pour la confiance, l'estime et l'appui constant qu'il ne cesse d'accorder aux institutions de la République.

Il s'est également engagé à œuvrer avec loyauté et détermination. « Ce choix m'honneure, mais il impose surtout un devoir, celui d'être un président à l'écoute

de tous et de toutes, garant du dialogue, de la cohésion et du respect des valeurs républicaines qui fondent la cinquième République », a-t-il déclaré.

« Avec l'aide de Dieu, la confiance du Président du Conseil et le concours de chacun et chacune d'entre vous, nous saurons ensemble hisser notre institution à la hauteur des attentes du peuple que nous représentons ici », a-t-il souligné.

Enfin, le Président Komi Séлом Klassou a salué son prédécesseur, Monsieur Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, pour le travail remarquable qu'il a abattu à la tête de cette première législature de la cinquième république. Avec cette élection, le bureau de l'Assemblée nationale est désormais au complet. Un nouveau chapitre s'ouvre ainsi pour la législature, sous le signe de la continuité et du renforcement de l'action parlementaire.

Prise de contact du CR-K

L'étape de Doufelgou 1 met fin à la Tournée avec les acteurs

Kara, 28 oct. (ATOP) - La tournée de prise de contact et de concertation du Conseil régional de la Kara (CR-K) dans les préfectures de la région a pris fin avec la rencontre des acteurs locaux de développement de la commune Doufelgou 1, le mardi 28 octobre à Niamtougou.

La tournée de prise de contact et d'échanges s'est déroulée sous le thème « Conseil régional de la Kara : un engagement pour le développement inclusif et participatif de notre région ». L'étape de Niamtougou, est la dernière d'une série de rencontres entreprises par le CR-K dans les sept préfectures de la région Kara pour renforcer la collaboration et mieux harmoniser les actions de développement.

L'objectif, à travers ces rencontres, est de mieux échanger avec les populations

sur les préoccupations et les enjeux d'un développement durable et de partager avec elles, les projets à réaliser en vue du bien-être des communautés à la base. De manière concrète, il s'agit de présenter la composition du Conseil régional et le travail effectué depuis son installation en janvier dernier, d'écouter les leaders communautaires et de recueillir leurs attentes qui vont orienter et guider dans la planification des projets de développement.

Les échanges à Niamtougou ont permis à la délégation



d'éclairer les acteurs locaux de la préfecture sur les organes, la mission, la vision et les activités du CR-K depuis sa prise de fonction et les projets structurants à réaliser pour le compte des années à venir.

Les participants ont été édifiés sur les compétences du CR-K (compétences propres, partagées et transférées), celles dans le domaine de l'action sociale et les défis en lien avec la réalisation des projets de développement, ainsi que sur les opportunités de développement de la région et le civisme fiscal.

Ouvrant les travaux, le

président du CR-K, Bakem Téba a évoqué la mission première de son institution, celle de promouvoir le développement de la Kara à travers la planification des projets aux plans sanitaire, éducatif, économique, touristique et environnemental. Il a indiqué que cette rencontre d'échanges traduit la volonté du Conseil à rapprocher les institutions des populations et son engagement à construire un développement local basé sur les besoins réels exprimés par les populations elles-mêmes.

Pour M. Bakem, il s'avère nécessaire « d'être plus proche des populations et les écouter dans l'expression de leurs besoins, en mettant l'accent sur les femmes, les personnes vivant avec un handicap et les jeunes qui sont au cœur des communautés ». Il a exhorté la population de Doufelgou à s'investir plus dans la protection de l'environnement, des forêts et des sites touristiques qui constituent les potentiels indicateurs de développement durable de la préfecture.

Le préfet de Doufelgou, Zato Kourah a, pour sa part, exprimé sa reconnaissance au Conseil Régional pour cette démarche et à l'ensemble des acteurs qui ne cessent d'agir pour la stabilité, la résilience et le développement des communautés locales.

NOUVEAU TARIF
Format 33 cl

LA MEILLEURE QUALITÉ AU JUSTE PRIX!

350
FCFA

BOUTEILLE

33 CL

